

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
LE 23 OCTOBRE 1980



STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.

DÉCLARATION DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
MARK MACGUIGAN,
À L'OCCASION DE LA
SEMAINE DU DÉSARMEMENT,
DU 24 AU 30 OCTOBRE 1980

(TRADUCTION)

Avec la Semaine du désarmement, le gouvernement espère rappeler aux Canadiens l'importance qu'il attache aux ententes de désarmement et de contrôle des armements en tant qu'élément fondamental de sécurité internationale. Le gouvernement considère la participation du Canada dans ces efforts internationaux de désarmement et de contrôle des armements comme l'un des aspects les plus importants de sa politique étrangère. Comme l'indiquait le Discours du Trône, au printemps dernier, "Nous devons prêter et nous prêterons notre concours aux efforts internationaux en vue de négocier des ententes sur des moyens vérifiables d'assurer le contrôle des armes et le désarmement. Nous chercherons à rallier les autres membres de la communauté internationale à cette cause qui touche la survie même des humains sur cette planète".

En 1980, nous sommes à mi-chemin entre la première Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement et la deuxième Session du genre prévue pour 1982. Cette année marque aussi le début de la seconde décennie pour le désarmement.

En dépit des tensions internationales accrues depuis l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, des conférences diverses sur le désarmement et le contrôle des armements, auxquelles le Canada a pris part, ont été tenues presque d'une manière incessante pendant 1980. Les Etats-Unis et l'URSS ont continué leurs discussions bilatérales dans le but de bannir les armes chimiques, ainsi que leurs négociations trilatérales avec le Royaume-Uni afin d'établir un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. A sa session annuelle, le Comité du désarmement à Genève s'est penché plus particulièrement cette année sur les armes chimiques, les armes radiologiques, les assurances de sécurité aux pays non-dotés d'armes nucléaires, un programme complet de désarmement, la fin de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire et, enfin, la question d'une interdiction complète des essais nucléaires. En mars, une conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques s'est tenue à Genève. En mai, la Commission du désarmement des Nations-Unies a tenu sa réunion à New York. La deuxième Conférence d'examen du Traité de non-prolifération, s'est terminée récemment à Genève, et fut suivie immédiatement par la deuxième session d'une conférence spéciale des Nations-Unies portant sur les armes classiques, où on a réussi à y conclure une entente générale à propos d'une limitation sur l'emploi des armes incendiaires, et des mines et bombes-pièges.

Les pourparlers de Vienne sur des réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe continuent, et les Etats-Unis et l'URSS ont commencé, il y a une semaine, des négociations afin de limiter les missiles nucléaires en Europe. Le premier Comité de l'Assemblée générale vient également de commencer ses délibérations annuelles sur le désarmement.

Comme on l'a profondément appris depuis 1945, le désarmement et le contrôle des armements est un long processus. La situation internationale cette année a ralenti le progrès auquel on aurait pu s'attendre il y a un an. Les priorités canadiennes cependant n'ont pas changé. C'est-à-dire:

- (1) encourager la continuation des pourparlers SALT;
- (2) promouvoir la réalisation d'un traité multilatéral d'interdiction complète des essais nucléaires;
- (3) aider à l'élaboration de la convention sur les armes chimiques;
- (4) promouvoir le développement d'un régime efficace de non-prolifération;
- (5) participer activement aux négociations en vue de limiter et de réduire les forces conventionnelles; et
- (6) continuer l'effort, échelon par échelon, pour en arriver à un désarmement général et complet, en accord avec les besoins légitimes de sécurité nationale des pays.

Le Document final de la Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement, soulignait le besoin d'augmenter les programmes d'information, de recherches, et d'éducation. Le Ministère des Affaires extérieures a déjà commencé, de plusieurs façons. Le Ministère réunit semi-annuellement un groupe consultatif où sont représentées diverses organisations non-gouvernementales intéressées tout particulièrement au désarmement et au contrôle des armements. Il encourage également encore plus de programmes de recherches et d'information, grâce à une aide financière provenant de son fonds spécial de désarmement; et il publie régulièrement un bulletin sur les activités nationales et internationales de désarmement qui est distribué aux personnes et associations intéressées. En outre, j'ai suggéré la création d'une association autonome pour le désarmement et le contrôle des armements qui aiderait à élargir ce champ d'activité et à provoquer plus de discussions au Canada à cet égard.

La Semaine du désarmement se tient chaque année du 24 au 30 octobre. Elle fut créée en 1978, lors de la Session extraordinaire des Nations-Unies sur le désarmement, dans le but de susciter l'intérêt public à travers le monde en faveur du désarmement et afin de souligner les objectifs élaborés dans le Document final. Les groupes communautaires, les organisations non-gouvernementales, et autres personnes au Canada ont relevé le défi lancé par cette Semaine à savoir, tenter d'intéresser davantage le public à ces questions, en préparant de nombreux projets et activités dans plusieurs villes à travers le pays. Le désarmement nous touche tous individuellement et collectivement. Tous les Canadiens doivent penser sérieusement à cette question importante et à se joindre à nous afin de continuer l'effort pour une paix durable dans le monde.